

Marché public n° 2025-04-MPT

Travaux pour la création du studio 3D
du Conservatoire national supérieur de
musique et de danse de Paris

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

(RC)

~version 3 ~

SOMMAIRE

§ 1 – PRÉSENTATION DES ACHETEURS.....	4
1.1. – Identification des acheteurs et correspondance	4
1.2. – Groupement de commandes	4
1.3. – Nature juridique des acheteurs	6
1.3.1. – <i>Nature juridique du CNSMDP.....</i>	<i>6</i>
1.3.2. – <i>Nature juridique de la Filiale.....</i>	<i>6</i>
1.4. – Plateforme de dématérialisation	6
§ 2 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	6
2.1. – Objet de la consultation	6
2.2. – Nature du marché	6
2.2. – Décomposition de la consultation	6
2.3. – Technique d’achat	7
2.4. – Durée du marché.....	7
2.5. – Procédure de passation.....	7
2.6. – Variantes	7
2.7. – Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	8
2.8. – Documents à remettre.....	8
§ 3 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	8
3.1. – Contenu du DCE.....	8
3.2. – Mise à disposition du DCE.....	8
3.3. – Modification de détail du DCE.....	9
3.4. – Questions des candidats sur la consultation	9
3.5. – Visites sur site.....	9
§ 4 – PRÉSENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES.....	10
4.1. – Remise des plis	10
4.1.1. – <i>Date limite de réception des plis</i>	<i>11</i>
4.1.2. – <i>Copie de sauvegarde</i>	<i>11</i>
4.2. – Pièces à fournir au titre de l’offre et de la candidature.....	12
4.2.1. – <i>Contenu du cadre de réponse et mémoire technique.....</i>	<i>12</i>
4.3. – Pièce à fournir au titre de la candidature.....	14
4.3.1.1. Conditions relatives à l’aptitude à exercer une activité professionnelle	15
4.3.1.2. Conditions relatives aux capacités économiques et financières.....	16
4.3.1.3. Conditions relatives aux capacités techniques et professionnelles	16
4.4. – Candidature d’un groupement d’opérateurs économiques	16
4.5. – Sous-traitance	17
§ 5 – EXAMENS DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	18

5.2. - Délai de validité des offres.....	18
5.3. - Vérification des candidatures.....	18
5.4. - Examen des candidatures.....	18
5.5. - Sélection des offres.....	18
5.6. - Négociations	19
5.7. - Mise au point	19
5.8. - Jugement des offres.....	19
5.8.1. - <i>Pondération des critères.....</i>	20
5.8.2. - <i>Jugement de la valeur financière des offres.....</i>	21
5.8.3. - <i>Jugement de la valeur technique des offres.....</i>	21
§ 6 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC	21
§ 7 - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	22
7.2. - Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations	22
7.3. - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	23
7.4. - Droits d'usage des documents.....	23
7.5. - Instance chargée des procédures de recours.....	23

§ 1 – PRÉSENTATION DES ACHETEURS

1.1. – Identification des acheteurs et correspondance

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS

209, avenue Jean Jaurès
75019 – PARIS
SIRET : 197 534 951 00037

Désigné ci-après par « Conservatoire » ou « CNSMDP ».

CONSERVATOIRE AUGMENTE

209, avenue Jean Jaurès
75019 – PARIS
SIRET : 981 985 641

Désigné ci-après par « Filiale ».

- Maîtrise d'ouvrage :

- *Correspondants administratifs :*

Mme Sandrine SIBRY & M. Victor NOEL
Juristes marchés publics
Services des affaires générales et financières
☎ 01.40.40.45.98 / 01.40.40.47.15

✉ ssibry@cnsmdp.fr / vnoel@cnsmdp.fr / marches.publics@cnsmdp.fr

- *Correspondant technique :*

Mme Constance NARDECCHIA
Chargée des opérations travaux
Service bâtiment et sécurité
✉ cnardecchia@cnsmdp.fr

- Maîtrise d'œuvre, Architecte mandataire, Scénographe :

CLE MILLET
21, rue de Bièvre
75014 – PARIS

1.2. – Groupement de commandes

Pour le seul lot 4, cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes, institué sur le fondement des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

Le Coordonnateur de ce groupement de commandes est le CNSMDP.

Marché public n° 2025-04-MPT
Travaux de création du studio 3D du CNSMDP

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans le cadre de la passation du marché public pour le groupement de commandes, les missions du Coordonnateur sont les suivantes :

- Recensement et consolidation des besoins du groupement de commandes ;
- Détermination de la procédure applicable ;
- Élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE), notamment des cahiers des charges et des critères d'attribution en collaboration avec le membre du groupement de commandes ;
- Traitement des questions éventuelles posées par les candidats avant la date limite de remise des offres ;
- Réception des offres ;
- Toutes les opérations de sélection des candidats et d'analyse des offres, y compris l'obtention de tous renseignements complémentaires relatifs aux candidatures ou aux offres, le cas échéant ;
- Communication, pour information, à la Filiale, avant toute décision d'attribution, de l'analyse des candidatures et des offres ;
- Examen des demandes de précisions ou de compléments d'information formulés par la Filiale concernant l'analyse des candidatures et des offres ;
- Classement des offres et détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Réclamation au(x) futur(s) attributaire(s) des documents exigés préalablement à la notification des marchés ;
- Information des candidats non retenus ;
- Élaboration et envoi des réponses aux demandes des candidats non retenus ;
- Notification des marchés publics à l'(aux) attributaire(s) retenu(s) ;
- Communication des pièces des marchés à la Filiale ainsi que de tous les documents relatifs à ceux-ci ;
- Archivage de tous les documents issus de la procédure de consultation ainsi que des offres non retenues/éliminées et des offres retenues ;
- Déclaration des marchés sans suite ou infructueux et relance des marchés en pareil cas, le cas échéant.

De manière générale, le Coordonnateur représente les intérêts du Groupement et en assure le secrétariat.

1.3. – Nature juridique des acheteurs

1.3.1. – Nature juridique du CNSMDP

Le CNSMDP est un établissement public à caractère administratif national d'enseignement supérieur, placé sous la tutelle du ministère de la Culture, et régi par le Décret n° 2009-201 du 18 février 2009 *portant statut des conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse de Paris et de Lyon*.

Il est représenté par sa Directrice, en vertu de l'article 13 du décret susmentionné et de l'arrêté du ministre de la Culture du 22 décembre 2022 *portant nomination de la directrice du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris*.

Le CNSMDP agit en qualité de pouvoir adjudicateur, conformément aux articles L. 2, L. 1111-1, L. 1210-1 ; L. 1211-1, 1 du Code de la commande publique, ci-après le « code » ou « CCP ».

1.3.2. – Nature juridique de la Filiale

La Filiale est une société par actions simplifiées.

Elle est représentée par son Directeur général.

Malgré sa nature privée, la Filiale agit en qualité de pouvoir adjudicateur, conformément aux articles L. 2, L. 1111-1, L. 1210-1 ; L. 1211-1, 2° du Code.

1.4. – Plateforme de dématérialisation

Conformément aux articles L. 2132-2 et R. 2132-1 et suivants du code, le Conservatoire utilise la plateforme de dématérialisation des procédures de marchés de l'État, PLACE, accessible à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr.

§ 2 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

2.1. – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché public ayant pour objet de confier au(x) Titulaire(s) dudit marché la réalisation des travaux pour la création du studio 3D du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

2.2. – Nature du marché

Le marché objet de la présente consultation est un marché public de travaux au sens des articles L. 2, L. 1111-1 et plus particulièrement de l'article L. 1111-2 du CCP.

2.2. – Décomposition de la consultation

Conformément aux articles L. 2113-10 du code, le présent marché est alloté de la façon suivante, en dix lots :

N° de lot	Objet du lot	N° de marché
Lot n° 1	Installation de chantier, Gros Œuvre	2024-10-MPT/01
Lot n° 2	CVC DF, Plomberie sanitaire	2024-10-MPT/02
Lot n° 3A	Électricité CFO et CFA	2024-10-MPT/03A
Lot n° 3B	Réseaux audiovisuels	2024-10-MPT/03B
Lot n° 4	Équipements audiovisuels	2024-10-MPT/04
Lot n° 5	Machinerie scénique	2024-10-MPT/05
Lot n° 6	Élévateurs	2024-10-MPT/06
Lot n° 7	Second Œuvre	2024-10-MPT/07
Lot n° 8	Finitions	2024-10-MPT/08
Lot n° 9	Planchers techniques	2024-10-MPT/09

Conformément à l'article R. 2113-1 du CCP, les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un, plusieurs ou tous les lots.

Tous les lots pourront être attribués à un même opérateur économique.

2.3. - Technique d'achat

Sans objet.

2.4. - Durée du marché

Conformément à l'article R. 2182-4 du code, les stipulations du marché, pour chacun des différents lots, prennent effet à compter de la date de réception de sa notification par son Titulaire, et s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le marché n'est pas reconductible.

2.5. - Procédure de passation

Conformément aux articles L. 2120-1, 3°, L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code, le présent marché est passé selon une procédure formalisée.

2.6. - Variantes

Conformément à l'article R. 2151-8, 2° du code, la présentation de variantes n'est pas autorisée.

2.7. – Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont prévues au marché, pour les lots 1, 3A, 4, 5 et 8.

Le Conservatoire impose aux candidats de présenter une offre pour les variantes imposées, dites prestations supplémentaires éventuelles.

Les PSE seront prises en compte lors de l'analyse comparative des offres. Le Conservatoire évaluera et classera les soumissionnaires en tenant compte de l'offre de base et des PSE réunies.

Le chiffrage des PSE est obligatoire sous peine de rejet de l'offre.

2.8. – Documents à remettre

L'ensemble des documents fournis par le candidat en réponse à la présente consultation doit être rédigé en français ou être impérativement accompagné d'une traduction en français, conformément aux articles R. 2143-16 (pour les documents au stade de la candidature) et R. 2151-12 du code (pour les documents au stade de l'offre).

L'unité monétaire du marché est l'euro (€).

§ 3 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1. – Contenu du DCE

Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes indiquées dans le fichier « S3D DCE 100 SOMMAIRE.PDF ».

En plus des pièces qui y sont indiquées, figurent les pièces suivantes :

- S3D DCE 001 : l'**avis d'appel public à la concurrence** au BOAMP (AAPC-BOAMP) ;
- S3D DCE 002 : l'**avis d'appel public à la concurrence** au JOUE (AAPC-JOUE) ;
- S3D DCE 600 : la **fiche de contact administratif et technique** (FCAT) ;
- S3D DCE 601 : le **tableau de suivi des modifications du DCE** (TSM) ;
- S3D DCE 602 : le **tableau de réponse aux questions posées** (TRQP).
- S3D DCE 603 : le **cadre de réponse de candidature** (CRC) ;

3.2. – Mise à disposition du DCE

Le DCE est téléchargeable en libre accès sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics PLACE, à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence, conformément à l'article R. 2132-2 du code.

Afin de pouvoir prendre connaissance des documents qui y sont déposés, les opérateurs économiques devront disposer d'outils permettant de lire notamment les formats suivants : .doc, .xls., .PDF, .dwg ou les fichiers compressés au format .zip.

Ces formats sont réputés ne pas être de ceux nécessitant l'utilisation d'outils et de dispositifs qui ne sont pas communément disponibles.

Aucun DCE ne sera transmis par courrier, courrier électronique ou fax.

3.3. – Modification de détail du DCE

Conformément à l'article R. 2132-6 du Code, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les candidats devront répondre sur la base du DCE modifié, ou ajuster en conséquence l'offre qu'ils ont déjà remise le cas échéant.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

N. B. : l'identification des opérateurs économiques pour accéder au DCE n'est pas obligatoire. Cette identification permet toutefois aux opérateurs économiques d'être tenus automatiquement informés des modifications et des précisions apportées le cas échéant au DCE. À défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et précisions complémentaires éventuelles apportées au DCE.

3.4. – Questions des candidats sur la consultation

Les candidats peuvent poser leurs éventuelles questions sur la plateforme PLACE en temps utile, considérant le délai indiqué à l'article 3.3.

Il ne sera répondu à aucune question orale ou transmise par courrier électronique.

Par ailleurs, les soumissionnaires sont tenus de signaler sur cette plateforme les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui seraient susceptibles de les léser ou de les conduire à renoncer à répondre à la présente consultation. À défaut de les avoir signalées, ils sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésées dans leur compréhension des exigences du DCE et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

En cas de difficulté, les opérateurs économiques peuvent contacter le correspondant administratif dont les coordonnées sont indiquées supra.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.5. – Visites sur site

La visite du site par les candidats est obligatoire.

Elle a notamment pour but :

Marché public n° 2025-04-MPT
Travaux de création du studio 3D du CNSMDP

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

- De repérer la nature des ouvrages existants ;
- D'estimer l'installation de chantier, ainsi que tous les frais annexes d'accès, nettoyages, clôtures, protection de lignes, alimentation en eau, électricité, etc. ;
- D'estimer les sujétions et les coûts des contraintes de chantier entraînées par la protection des personnes et des biens du fait que certains locaux ou bâtiments seront conservés et utilisés pendant les travaux ;
- D'estimer les sujétions et les coûts des contraintes de chantier entraînées par la sécurité inhérente à la fonction propre des bâtiments dans lesquels sont à réaliser les travaux ;
- D'estimer les sujétions et les surcoûts entraînés par les contraintes d'approvisionnement des matériaux, d'accès aux locaux et d'évacuation des matériels ;
- D'estimer les mesures à prendre concernant les risques.

Il appartiendra aux candidats d'apprécier les équipements existants ainsi que l'importance, la nature des installations à réaliser et les contraintes d'exploitation du site.

Les visites auront lieu, soit :

- Le mardi 29 avril, à 10h00 et 14h 00 ;
- Le mercredi 30 avril, à 10h00 et 14h00 ;
- Le lundi 05 mai, à 10h 00 et 14h00 ;
- Le mardi 06 mai, à 10h00 et 14h 00 ;
- Le mardi 13 mai, à 10h00 et 14h 00 ;
- Le jeudi 15 mai, à 10h 00 et 14h00 ;
- Le jeudi 22 mai, à 10h 00 et 14h00 ;

Les candidats devront prendre un rendez-vous de visite auprès du correspondant technique *supra*, scappellie@cnsmdp.fr ou pc-securite@cnsmdp.fr

L'attestation de visite sera signée sur place et devra obligatoirement être jointe à l'offre, sous peine d'irrégularité de l'offre et de l'élimination du candidat le cas échéant.

§ 4 – PRÉSENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

N. B. : toutes les pièces demandées ci-dessous doivent être transmises, et seulement celles-ci. De plus, elles doivent toutes être transmises en adoptant la numérotation ci-dessous.

4.1. – Remise des plis

L'offre doit être transmise en une seule fois, puisque conformément à l'article R. 5151-6 du code, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par le Conservatoire dans le délai fixé pour la remise des offres.

4.1.1. - Date limite de réception des plis

Les candidats ont jusqu'au **jeudi 5 juin 2025 à 10h30**, pour déposer leur offre et leur dossier de candidature uniquement par voie électronique sur la plateforme PLACE.

Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Conformément aux articles R. 2151-5 et R. 2143-2 du code, les offres et les candidatures reçues hors délai seront éliminées d'office.

N.B. : les délais de transmission par voie électronique peuvent prendre plusieurs heures en fonction de la taille des fichiers. Il est recommandé aux candidats d'anticiper ce délai de transmission, la plateforme de dématérialisation rejetant toutes offres arrivées hors délais à la seconde près. Les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sont précisées dans le « Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques » accessible et téléchargeable sous l'onglet « Aide » puis « Guides d'utilisation » du site de la PLACE.

4.1.2. - Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-11 du code et parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, le candidat peut également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique, identique à l'offre déposée sur la plateforme.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde ne pourra être utilisée que dans les hypothèses suivantes :

- 1) Lorsqu'un programme informatique malveillant a été détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- 2) Lorsque le pli électronique a été reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Il est précisé que lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, elle est écartée par l'acheteur et détruite.

La copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :

Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris
Service des affaires générales et financières - Pôle juridique
209, avenue Jean Jaurès
75019 - PARIS

4.2. – Pièces à fournir au titre de l'offre et de la candidature

Les soumissionnaires doivent remettre :

Pièces à fournir		Format
1.X)	Le bordereau de décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) d'un lot X, intégralement renseigné.	Tableur
2.X)	Le bordereau de décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) d'un lot X, intégralement renseigné.	.PDF
3)	Le cadre de réponse et le mémoire technique . N. B. : les éventuelles annexes doivent être jointes séparément.	.PDF Ou dossier compressé s'il y a des annexes
4)	Les documents relatifs aux pouvoirs de la (ou des) personne(s) habilitée(s) pour engager le soumissionnaire ou le groupement . N. B. : l'intégralité de la chaîne de délégation doit être transmise	Un seul fichier .PDF
5)	La fiche de contact administratif et technique (FCAT).	.PDF

N. B. : la signature de l'acte d'engagement n'est pas exigée dès le dépôt de l'offre. Elle ne sera exigible que lors de l'envoi au soumissionnaire retenu, pour l'attribution du marché, de l'acte d'engagement. L'attributaire devra alors retourner l'acte d'engagement signé.

4.2.1. – Contenu du cadre de réponse et mémoire technique

À rédiger dans le cadre obligatoire de réponse annexé au DCE (Cadre de réponse et Mémoire Technique).

Le Mémoire méthodologique et technique comprend les dispositions que le titulaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Il contient toute information utile à la bonne compréhension de la proposition et en particulier, une note sur les moyens humains et les moyens techniques que le titulaire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les travaux dans les délais prévus. Il comprend :

- 7.1 (Valeur Technique, Sous-Critère n. 1)
Compréhension, Méthodologie d'exécution et Moyens matériels
 - 7.1.1 Note de compréhension : Une note permettant d'apprécier la bonne compréhension du projet de la part du candidat, en particulier :
 - Prise en compte des contraintes du projet et du site ;
 - Compréhension des objectifs généraux du projet ;
 - Compréhension des objectifs spécifiques (ouvrages et prestations à la charge du lot) ;

Marché public n° 2025-04-MPT
Travaux de création du studio 3D du CNSMDP

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

- Respect des délais prévus par le calendrier et les moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs ou pour corriger un éventuel retard.

Cette note permettra ainsi d'apprécier :

- *7.1.2 Méthodologie d'exécution :*

Elle portera sur la description détaillée des procédés et moyens d'exécution pour mener à bien les travaux, en réponse aux contraintes du chantier, échéances et liens avec les autres corps d'état

- *7.1.3 Moyens matériels :*

Elle comportera une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique qui seront affectés au chantier.

- *7.1.4 Gestion de la coactivité :*

Description des méthodes particulières et des stratégies spécifiques au chantier que le candidat envisage de mettre en œuvre dans le cadre de la gestion de la coactivité avec les utilisateurs du site (chantier en milieu exploité) et entre entreprises eu égard aux contraintes d'exploitation (maintien de l'exploitation, gestion des nuisances sonores), aux contraintes d'accès au site (Parc de la Villette, proximité avec le Théâtre Paris-Villette, etc.) et à la localisation du chantier (2^e sous-sol, accès extérieurs limités).

o	7.2	(Valeur	Technique,	Sous-Critère	n.	2)
		Offre technique				

L'entreprise fournira aussi à l'appui de son offre les documents suivants :

- 7.2.1 Solution proposée : un mémoire décrivant la solution proposée ;
- 7.2.2 Documentation technique : Les documentations techniques des matériels proposés, c'est-à-dire les fiches techniques des matériaux et/ou des matériels et/ou des équipements répondant aux descriptions du CCTP, compris celles des variantes imposées (Prestations Supplémentaires Éventuelles), si présentes.
- 7.2.3 Garanties : Le candidat précisera de manière explicite la durée et l'étendue des garanties légales et des garanties facultatives éventuellement proposées.

Le candidat pour les lots 4 et 5 préciseront aussi les moyens et matériels disponibles pour assurer la continuité de fonctionnement en cas de panne (matériel parfaitement équivalent) et les délais d'intervention.

o	7.3	(Valeur	Technique,	Sous-Critère	n.	3)
		Moyens humains				

- *7.3.1 Organigramme :* un organigramme graphique sera présenté. Le candidat détaillera les moyens humains mis en œuvre pour atteindre les objectifs du projet aussi bien en termes de qualité de suivi et d'exécution que de respect des délais prévus par le calendrier de l'opération. Cette note distinguera entre le personnel

encadrant, l'effectif d'exécution, les services supports et, le cas échéant, la composition de l'atelier de fabrication de certains ouvrages particuliers.

- 7.3.2 Co-et sous-traitants : la note précisera les cotraitants et sous-traitants éventuels pressentis, en effectif et rôle sur le chantier.

○ 7.4 (Valeur Technique, Sous-Critère n. 4)
Gestion et respect du calendrier des travaux

- 7.4.1 Planning des travaux et des prestations propres au lot

Le candidat fournira le Planning prévisionnel des travaux et des prestations propres au lot (ce planning doit être compatible avec le planning général des travaux, le candidat étant réputé accepter que le planning sera affiné en phase études suivant les directives de l'OPC).

- 7.4.2 Engagements de l'entreprise ;
- 7.4.3 Temps de tâches ;
- 7.4.4 Cohérence entre moyens humains et matériels pour respecter les délais.

○ 7.5 (Valeur Technique, Sous-Critère n. 5)
Impact environnemental du chantier

La note détaillera les points suivants :

- 7.5.1 Hygiène et sécurité : dispositions prises pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier et vis-à-vis des riverains ;
- 7.5.2 Gestion des nuisances : maîtrise des nuisances sonores et des poussières ;
- 7.5.3 : Gestion des déchets : mesures prises pour la gestion et la limitation des déchets sur le chantier et dans l'entreprise ;
- 7.5.4 Économies d'énergie : dispositions envisagées par l'entreprise pour faire des économies d'énergie dans ses approvisionnements, pour réaliser ses travaux et/ou dans le choix des matériaux (énergie nécessaire à leur fabrication).

4.3. – Pièce à fournir au titre de la candidature

Les soumissionnaires présentent leur candidature en transmettant la pièce suivante :

Pièces à fournir		Format
1)	Le cadre de réponse de candidature (CRC).	.PDF

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Conformément à l'article R. 2142-25 du code, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est toutefois pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

N. B. : les sociétés de création récentes sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du code, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qu'un pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

4.3.1.1. Conditions relatives à l'aptitude à exercer une activité professionnelle

En application des articles R. 2143-11 du code et de l'article 2, I, 1° de l'annexe 9 du code, il est demandé au soumissionnaire :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Pour les marchés publics de travaux, de services ou pour les marchés publics de fournitures comportant également des travaux de pose et d'installation ou des prestations de services, l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
- L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

- L'indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché public ;
- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public.

4.3.1.2. Conditions relatives aux capacités économiques et financières

En application des articles R. 2143-3, 2°, R. 2143-11 du code et de l'article 2, I, 1° de l'annexe 9 du code, il est demandé au soumissionnaire :

- Une déclaration concernant son chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

N. B. : suivant l'article R. 2142-6 du CCP, aucun chiffre d'affaires annuel minimal n'est exigé, non plus dans le domaine concerné par le marché.

4.3.1.3. Conditions relatives aux capacités techniques et professionnelles

En application des articles R. 2143-3, 2°, R. 2143-11 du code et de l'article 3, I de l'annexe 9 du code, il est demandé au soumissionnaire qu'il fournisse :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

4.4. - Candidature d'un groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement, conformément à l'article R. 2142-19 du code. Le cas échéant, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement, conformément à l'article R. 2142-23 du code.

N. B. : selon l'article R. 2142-23 du code, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » de la plateforme PLACE. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

La nature du groupement, solidaire ou conjoint, est précisée à l'acte d'engagement, aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

N. B. : selon l'article R. 2142-20 du code, le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché, ou solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Conformément à l'article R. 2142-24 du code, l'un des membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'offre comme Mandataire. Il représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du Conservatoire et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, le Mandataire est solidaire de chacun des membres pour ses obligations contractuelles.

Conformément à l'article R. 2142-26 du code, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au Conservatoire l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du Conservatoire, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. Le Conservatoire se prononcera sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

4.5. - Sous-traitance

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du code, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public dans le respect de ces dits articles.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le Titulaire doit réaliser une part significative des prestations.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dûment rempli et signé par le sous-traitant et le soumissionnaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

§ 5 – EXAMENS DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.2. – Délai de validité des offres

Les offres sont valides six mois à compter de la date limite de réception des offres, comptés de quantième à quantième. À défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du troisième mois.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, le Conservatoire peut demander, par écrit, aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation unanime, notifiée par écrit au Conservatoire, les soumissionnaires sont engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

5.3. – Vérification des candidatures

La vérification des candidatures est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code. En application de l'article R. 2144-2, lors de l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le Conservatoire peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats.

5.4. – Examen des candidatures

Conformément à l'article R. 2161-4 du code, le Conservatoire peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. En tout état de cause, la vérification des candidatures peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché. L'examen des candidatures (ou de la candidature du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le lot) se fera au regard des éléments réclamés au titre des candidatures dans le présent règlement de la consultation.

Le Conservatoire se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous, en application de l'article R. 2144-2 du code.

5.5. – Sélection des offres

L'analyse des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2152-3 à R. 2152-5 et R. 2153-3 du code.

Suivant l'article R. 2152-6 du code, les offres sont classées par ordre décroissant en application des critères d'attribution. L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire.

Pour se voir attribuer le présent marché, un candidat dont l'offre aura été retenue à titre provisoire devra fournir dans le délai imparti par le Conservatoire à compter du courrier d'attribution, les documents décrits supra.

Aux termes des dispositions de l'article R. 2152-1 du code, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées. Toutefois, le Conservatoire peut

autoriser tous les soumissionnaires ayant présenté des offres irrégulières à les régulariser dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, en application des dispositions de l'article R. 2152-2 du code. Néanmoins, la régularisation ne peut en aucun cas avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

Le Conservatoire peut également demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre conformément à l'article R. 2161-5 du code. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

5.6. – Négociations

Conformément à l'article R. 2161-5 du Code, la négociation n'est pas possible en appel d'offres ouvert. Il est seulement et éventuellement possible au Conservatoire de demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

5.7. – Mise au point

Conformément à l'article R. 2152-13 du code, le Conservatoire peut, en accord avec l'attributaire, procéder à une mise au point des composantes du marché public avant sa signature, sans que toutefois les modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

5.8. – Jugement des offres

Après élimination le cas échéant des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectue, conformément à l'article R. 2152-7 du code, en fonction des critères pondérés décrits ci-dessous.

Pour y parvenir, les candidats seront notés sur 100 points.

La note finale de l'offre d'un candidat, notée sur 100 points, est calculée par l'addition des notes relatives à la valeur financière, à la valeur technique.

5.8.1. – Pondération des critères

Critères et sous critères	Lot n° 1	Lot n° 2	Lot n° 3A	Lot n° 3B	Lot n° 4	Lot n° 5	Lot n° 6	Lot n° 7	Lot n° 8	Lot n° 9
1. Valeur financière	30/100									
2. Valeur technique :	70/100									
2.1. Compréhension, Méthodologie d'exécution et moyens matériels [point 7.1 du mémoire technique]	20/70	15/70	15/70	15/70	15/70	15/70	20/70	20/70	20/70	15/70
7.1.1 Note de compréhension	20% de 20	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15
7.1.2 Méthodologie d'exécution	35% de 20	35% de 15	35% de 15	35% de 15	35% de 15	35% de 15	35% de 15	35% de 15	35% de 15	35% de 15
7.1.3 Moyens matériels	20% de 20	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15	20% de 15
7.1.4 Gestion de la coactivité	25% de 20	25% de 20	25% de 20	25% de 20	25% de 20	25% de 20	25% de 20	25% de 20	25% de 20	25% de 20
2.2. Offre technique [point 7.2 du mémoire technique]	15/70	25/70	25/70	25/70	25/70	25/70	20/70	15/70	20/70	25/70
7.2.1 Solution proposée	80% de 15	40% de 25	40% de 25	40% de 25	40% de 25	40% de 25	40% de 20	40% de 15	40% de 20	40% de 25
7.2.2 Documentation technique	0% de 15	40% de 25	40% de 25	40% de 25	40% de 25	40% de 25	40% de 20	40% de 15	40% de 20	40% de 25
7.2.3 Garanties	20% de 15	20% de 25	20% de 25	20% de 25	20% de 25	20% de 25	20% de 20	20% de 15	20% de 20	20% de 25
2.3. Adéquation des moyens humains dédiés à l'opération [point 7.3 du mémoire technique]	10/70	10/70	10/70	10/70	10/70	10/70	10/70	10/70	10/70	10/70
7.3.1 Organigramme	100 % de 10	100 % de 10	100 % de 10	100 % de 10	100 % de 10	100 % de 10	100 % de 10	100 % de 10	100 % de 10	100 % de 10
2.4. Gestion et respect du calendrier de travaux [point 7.4 du mémoire technique]	20/70	20/70	20/70	20/70	20/70	20/70	20/70	20/70	20/70	20/70
7.4.1 Planning des travaux et des prestations propres au lot	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20
7.4.2 Engagement de l'entreprise et détail du planning et phasage	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20
7.4.3 Temps de tâches selon planning et phasage	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20	20% de 20
7.4.4 Cohérence entre moyens humains et matériels pour respecter les délais	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20	30% de 20
2.5. Impact environnemental du chantier [point 7.5 du mémoire technique]	5/70	5/70	5/70	5/70	5/70	5/70	5/70	5/70	5/70	5/70
7.5.1 Hygiène et sécurité	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5
7.5.2 Gestion des nuisances	40% de 5	40% de 5	40% de 5	40% de 5	40% de 5	40% de 5	40% de 5	40% de 5	40% de 5	40% de 5
7.5.3 Gestion des déchets et suivi du réemploi	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5
7.5.4 Économies d'énergie	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5	20% de 5
TOTAL	100/100									

5.8.2. – Jugement de la valeur financière des offres

La note relative au prix de l'offre (Prix_{offre}) est déterminée pour chaque soumissionnaire par le calcul suivant :

$$A = 30 \times \frac{B + C}{B + D}$$

Dans lequel :

- A est la valeur financière ainsi calculée de l'offre, sur 30 points ;
- B est le prix moyen des offres déposées ;
- C est le montant de l'offre la moins onéreuse ;
- D est le montant de l'offre examinée.

N. B. : le prix le plus bas correspond à l'offre de prix la plus basse parmi toutes les offres de prix présentées dans le cadre de la procédure, étant rappelé qu'une offre anormalement basse est rejetée en application des dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du code. De cette façon, l'offre financière la plus basse obtiendra la note maximale pour la notation du critère financier.

5.8.3. – Jugement de la valeur technique des offres

L'évaluation de la valeur technique d'une offre conduit à l'attribution d'une note selon le barème suivant :

Appréciation	% de la note
Réponse très satisfaisante, supérieure aux attentes	100 % de la note
Réponse satisfaisante	75 % de la note
Réponse moyennement satisfaisante	50 % de la note
Réponse peu satisfaisante	25 % de la note
Réponse insuffisante ou incomplète	0 % de la note

§ 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Conformément à l'article R. 2144-4 du code, seul l'attributaire pressenti doit produire les pièces mentionnées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et la quatrième annexe 4 du code, en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du même code.

N. B. : en cas de groupement, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

Par application des dispositions de l'article R. 2143-13 du code, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le Conservatoire peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition

d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse du candidat, le Conservatoire adresse une demande avec accusé de réception, mentionnant le délai de réponse imparti, conformément à l'article R. 2144-7 du code. En l'absence de transmission des pièces demandées, la candidature sera déclarée irrecevable et le candidat éliminé, et le soumissionnaire classé immédiatement après lui à la suite de l'analyse des offres est sollicité pour les transmettre. Ce procédé est répété si nécessaire, tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

En outre, la signature de l'acte d'engagement n'est exigible que si ce document n'a pas été signé au stade de la remise de l'offre initiale.

Après signature de l'acte d'engagement par le Conservatoire, le marché est notifié au Titulaire, conformément aux dispositions de l'article R. 2182-4 du code.

§ 7 - AUTRES RENSEIGNEMENTS

7.2. - Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations

À l'issue d'un nouvel audit, le CNSMDP a obtenu le renouvellement du label « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » délivré par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses établissements publics et leurs fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité hommes/femmes et de diversité professionnelle ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère. Ce questionnaire, qui n'est exigé que du seul attributaire, prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Les informations renseignées dans ce questionnaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le futur Titulaire s'engage à actualiser le questionnaire si le Conservatoire lui en fait la demande, dans les conditions fixées dans le CCAP.

7.3. – Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur le budget du Conservatoire.

7.4. – Droits d'usage des documents

Les documents constitutifs du dossier de consultation sont protégés par la réglementation sur les droits d'auteurs.

Toute reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans autorisation préalable du Conservatoire. Toute copie, autre que celles nécessaires pour répondre à la présente consultation, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi.

7.5. – Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 – PARIS CEDEX 04
01.44.59.44.00
greffe.ta-paris@juradm.fr

Les recours peuvent être introduits au moyen :

- D'un référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-4, L. 551-10 à L. 551-12, R. 551-1, et R. 551-3 à R. 551-6 du Code de justice administrative) ;
- D'un référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R. 551-10 du Code de justice administrative), dans un délai de trente-et-un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché public et dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché dans les autres cas ;
- D'un recours de plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. Ce recours peut être assorti, le cas échéant d'une demande de référé-suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative).